

Après les élections européennes
Martine Aubry
fixe le cap



Édito ■ Jean-Christophe Cambadélis ■ **Conseil national** ■ Discours de Martine Aubry

Nos élus au Parlement européen ■ Leurs feuilles de route



LA JOURNÉE PME DU PS

Samedi 27 juin 2009 Salle Maryse-Thérèse Eyquem - 10 rue de Solférino Paris 7^e

Suite au colloque de janvier à l'Assemblée nationale sur les PME et la crise, au séminaire de mars sur les grandes entreprises, le but de cette journée sera, par une série d'auditions et de débats, de réfléchir à la sortie de crise et à nos propositions pour les PME, l'artisanat et le commerce de proximité.

Inscription obligatoire : cherif.ba@parti-socialiste.fr - Tel: 01 45 56 78 86

9h00 ■ Ouverture de la journée PME

9h20 ■ introduction par Pierre-Alain Weill - Chargé des PME et TPE au parti socialiste

9h30 ■ Nouvelles formes d'organisation des PME et démocratie sociale

Débat animé par Vincent Guibert, spécialiste en organisation et en informatique décisionnelle. Il est l'auteur de « Comment manager ».

11h00 ■ Innovation et Formation

Débat animé par Rémi Benayoun - Chef d'entreprise de formation ; élu PS de Villemomble

12h45-14h ■ Pause déjeuner

14h15 - Développement et export

Débat animé par Laurent Blaizac -secrétaire adjoint du GSE PME/ Commerces, spécialiste du financement et de la transmission des PME.

15h30 ■ Faire coexister les différentes formes de commerces

Débat animé par Francis Palombi, responsable d'un groupement d'achat pour commerces de chaussures et membre du GSE PME/commerces.

16h30 ■ Conclusion par Guillaume Bachelay, secrétaire national à la politique industrielle, aux entreprises et aux NTIC.

Le Cercle Léon Blum organise un colloque sur le thème : « Les liaisons dangereuses du populisme de gauche »

Jeudi 18 juin 2009 De 19h30 à 22h

Mairie du 14^e arrondissement - Salle des fêtes
12, rue Durouchoux - 75014 Paris

Renseignements et inscription : Cercle Léon Blum, 27 rue d'Artois 75008 Paris ou sur www.cercle-leon-blum.org

2e WIP (Work In Progress) de la Section Culture du PS
Samedi 20 juin, à partir de 14h

Programme :

Ateliers de travail autour des arts-vivants, patrimoine, droits d'auteur.

Assemblée Générale : « Quelle plateforme commune de propositions concernant les domaines de la culture par l'ensemble des forces de gauche ? »

Espace Associatif 123, rue de Tocqueville 75017-PARIS - Entrée libre

Plus d'informations sur

<http://www.sectioncultureps.net>, ou en envoyant un mail à infos@sectioncultureps.net.

L'hebdo des socialistes • 10, rue de Solférino 75333 Paris Cedex 07 • Tél. : 01 45 56 78 61 • Fax: 01 45 56 78 83

(Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 01 45 56 ou écrire à : redaction@parti-socialiste.fr) DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Maurice Braud

- DIRECTEUR DE LA RÉDACTION : Benoît Hamon • RÉDACTRICE EN CHEF : Ariane Gil (78.61) • RÉDACTION : Bruno Tranchant (77.33), Damien Ranger (76.37), Ariane Vincent (76.20), Fanny Costes (76.32).
- SECRÉTAIRE DE RÉDACTION : Elisabeth Philippe (76.27) • MAQUETTE : Pascale Lecomte (79.44) et Florent Chagnon (77.16)
- PHOTO : Philippe Grangeaud (76.00) • SECRÉTARIAT : Odile Fée (78.61) • COMPTABILITÉ : Michèle Boucher (79.04) • ABONNEMENT : Sabine Sebah (78.57)
- FLASHAGE ET IMPRESSION : PGE (94) Saint-Mandé • ROUTAGE : Inter Routage - 93300 Aubervilliers. N° commission paritaire : 0109 P 11 223
- ISSN : 12786772 "L'hebdo des socialistes" est édité par Solfé Communications. Ce numéro a été tiré à 205 000 exemplaires.

L'obligation de refondation



Jean-Christophe Cambadélis,

Directeur de la campagne européenne et secrétaire national chargé des questions internationales

Les Européens ont voté, ou plutôt n'ont pas voté. Les élections européennes n'en finissent pas de battre des records d'abstention : 57 % en 2004, 60 % en 2009. Ceci est la manifestation évidente que les peuples d'Europe n'adhèrent pas à la politique libérale telle qu'elle est menée sans pour autant créditer les sociaux-démocrates et les socialistes de l'alternative. Cette tendance lourde, accentuée par l'absence de candidat des sociaux-démocrates contre Barroso, nous privant du vecteur décisif de la bipolarisation, marque le rendez-vous manqué de la social-démocratie européenne avec l'Histoire.

Dans chaque pays, une pluralité de facteurs ont accentué ces traits dominants.

En France, les couches populaires ne sont pas au rendez-vous. Nous n'avons pu faire percevoir l'enjeu. Même si la gauche est en tête, cela ne saurait cacher notre contre-performance majeure. Elle s'explique par un retard de refondation, une division endémique, et un manque d'attrait qui vient de loin, auxquels il faut s'attaquer avec détermination.

Le bon score des écologistes, la déconvenue du Modem, voire la stagnation de l'extrême gauche, ne sauraient faire oublier que, sous l'abstention, la question sociale est à l'œuvre.

Tout le défi pour le PS est donc de fonder un nouveau modèle de domestication écologique et sociale de l'économie de marché. C'est-à-dire la nouvelle société juste, efficace et durable que nous voulons voir émerger dans l'après-crise du capitalisme libéral.

Longtemps différée en raison du « bonus » électoral dû au remord de 2002 et à la sympathie des Français pour nos élus locaux, la refondation doit se faire dans l'urgence car il y a urgence, pas simplement pour nous, mais d'abord pour les Français.

■ sommaire

Spécial nos élus au Parlement européen

Discours de Martine Aubry
au Conseil national du 9 juin p. 7 à 11

La rentrée des socialistes européens p. 12 à 13

Eurodéputés socialistes :
leurs feuilles de route p. 14-27

Le chiffre

C'est le nombre de chômeurs supplémentaires pour le seul mois d'avril dernier. La répétition de ces chiffres toujours plus catastrophiques ne doit pas atténuer la gravité de la situation. Pour mieux mesurer l'ampleur de la catastrophe sociale qui se joue, imaginez que tous les habitants d'une ville moyenne de la taille de Poitiers ou d'Avignon ont perdu leur emploi en un mois !

90 800**Culture****La préférence communautaire**

Depuis le 4 avril dernier, les musées nationaux sont accessibles gratuitement à tous les jeunes ... ou presque. Le gouvernement a en effet choisi d'exclure les jeunes étrangers non-communautaires de cette gratuité. Un principe essentiel de la politique culturelle de Catherine Mégret lorsqu'elle fut maire de Vitrolles : la préférence communautaire. Le Parti socialiste soutient les nombreux personnels des musées nationaux qui ont fait connaître leur refus d'appliquer une telle mesure discriminatoire et xénophobe.

Sécurité sociale**Démantèlement encore et toujours**

En annonçant le 4 juin au congrès de la Mutualité française qu'il souhaitait confier plus de responsabilités aux organismes complémentaires de santé, Nicolas Sarkozy continue à démanteler, à son rythme, la Sécurité sociale universelle. Ces nouveaux partenariats entre l'assurance-maladie, les mutuelles

et les assurances, aboutiront mécaniquement à une diminution du périmètre de la Sécurité sociale. Après les franchises médicales et l'augmentation des remboursements, cette nouvelle étape dans le désengagement de la Sécurité sociale va encore fragiliser l'accès des Français à la santé. Un comble alors que près de 40% d'entre eux disent avoir renoncé ou retardé des soins pour des raisons financières.

**Sécurité****La prévention négligée**

La prévention a été beaucoup trop négligée ces dernières années ». Ce n'est pas un socialiste qui le dit mais bien l'ancien « premier flic de France » Nicolas Sarkozy, lors d'une intervention le 28 mai dernier. Derrière cette énième déclaration sur la sécurité, le Président ex-ministre de

l'Intérieur ne peut pas masquer l'échec de sa politique du tout répressif. L'évaluation de la mise en œuvre de la loi du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance, au programme du Comité interministériel de prévention de la délinquance de la semaine dernière, a été assez rapide... Un rapport du Conseil national des villes faisait sobriement remarquer que cette loi souffre d'une « absence quasi systématique de mise en œuvre ». Sept ans de perdus ?

**Nomination****Un proche de Sarkozy de plus à la tête d'une entreprise publique**

Rien n'arrête Nicolas Sarkozy dans sa course pour la nomination de ses amis à la tête d'entreprises publiques ou dont l'État est partie prenante. Après François Pérol à la Caisse d'Épargne-Banque populaire, après la nomination de Stéphane Richard chez Orange, le président de la République récidive avec celle de Bernard Delpit, son conseiller économique, à la direction financière de La Poste. Qui sera le prochain ?

Page réalisée par Damien Ranger



L'image de la semaine

La Grèce choisit les socialistes européens

Non, le bleu des conservateurs n'a pas entièrement rempli la carte politique de l'Union européenne. Comme au Danemark, en Suède ou à Malte, les socialistes arrivent en tête du scrutin en Grèce. Après une année agitée, marquée par plusieurs semaines d'émeutes, les électeurs font vaciller une fois de plus le gouvernement conservateur en donnant une majorité à la gauche qui obtient 36,70% des voix. L'avantage pris par le Pasok, le parti socialiste grec, emmené par Georges Papandreou, sur la Nouvelle démocratie, parti conservateur, est de très bon augure pour l'avenir de la Grèce, aujourd'hui engluée dans les scandales à répétition des membres de son gouvernement. "La demande d'élections anticipées est désormais une exigence populaire", a réagi George Papandréou, jugeant que le scrutin constituait un « nouveau début » pour un changement de gouvernement.

Au Parti socialiste, au Parlement européen

Nos feuilles de route

Après une campagne de terrain très soutenue, les résultats des élections européennes du 7 juin ne sont pas à la hauteur des espérances du Parti socialiste. Reste que 14 eurodéputés socialistes français rejoindront le Parlement européen dans les prochaines semaines. Ils auront à cœur de porter haut et fort leurs valeurs pour accroître la justice sociale au sein de l'Union européenne.

Malgré une droite majoritaire, les socialistes et sociaux-démocrates feront entendre leur voix toujours plus fort et se battront « avec les deux mains », comme les a enjoint Martine Aubry lors du conseil national du 9 juin contre une droite libérale peu soucieuse du bien-être des citoyens d'Europe.

À cette occasion, devant le « Parlement du Parti » elle a tracé la feuille de route du PS pour les mois qui viennent. En un mot, refondations.





“Six mois pour rebondir”

Martine Aubry a profité du conseil national du 9 juin, qui a longuement analysé les résultats des élections européennes, à Paris, pour tracer la feuille de route du PS dans les mois qui viennent : refondation de nos idées, refondation de la gauche et refondation de notre parti. Extraits de son discours.

Chers Camarades,
notre Parti a subi dimanche une importante défaite électorale. Nous devons en comprendre les causes et en tirer toutes les conséquences.

Je veux tout d’abord remercier tous les militants qui n’ont jamais baissé les bras dans une campagne qui n’était pas facile.
Chers camarades, nous avons le devoir de regarder en face la signification des résul-

tats du scrutin de dimanche. Nous devons le faire avec lucidité et sang-froid.

Rien ne servirait de minimiser l’ampleur de notre défaite en se référant à d’autres périodes plus douloureuses de notre histoire. Rien ne servirait d’en relativiser l’importance. Non, rien ne servirait de chercher ailleurs qu’en nous-mêmes. Oui, nous avons un devoir d’analyser les vraies raisons de l’échec et de réagir immédiatement pour entraîner un sursaut collectif.

« Ceux qui ont égaré la social-démocratie en faiblissant sur nos valeurs ont brouillé le message »

■
8

c'est à une profonde refondation de notre Parti que j'appelle. Ce sont trois refondations qui doivent répondre à trois crises.

Dimanche, les Français se sont massivement abstenus. Moins de 15% ont voté pour la liste arrivée en tête. 26 millions de Français ne se sont pas rendus aux urnes. Les Français se sont détournés de l'Europe. Chacun doit en assumer sa part de responsabilité :

- responsabilité collective des politiques tous bords confondus, qui n'ont pas su montrer la force du message européen, de l'idéal qu'il représente et cela depuis des années ;
- responsabilité de la droite qui a porté le libéralisme en Europe avec les conséquences que l'on connaît : dérégulation, financiarisation qui installe la loi du plus fort et le développement des injustices, associées à une très grande inefficacité économique. L'Europe éloigne les peuples quand elle s'éloigne des peuples.

Crise de la social-démocratie, ensuite.

La défaite de dimanche, ce n'est pas seulement la nôtre, c'est celle de la social-démocratie toute entière. Avec 162 députés,

notre groupe au Parlement européen a perdu 55 députés et se retrouve désormais très loin derrière le PPE. Les socialistes et les sociaux-démocrates sont en recul partout. Ce recul touche autant les sociaux-démocrates que les socialistes, les partis dans l'opposition comme ceux au gouvernement : au Royaume-Uni, en Allemagne, en Espagne, en Italie,...

Cela ne minimise pas l'ampleur des résultats français, mais cela les inscrit dans un mouvement d'ensemble. Le monde et l'Europe connaissent une crise économique majeure, qui traduit la faillite du système économique libéral, système défendu par la droite conservatrice et libérale. Et pourtant, faute d'expression de ceux qui souffrent de cette crise, la droite sort confirmée voire confortée, même si en France le total des voix de droite arrive derrière le total des voix de gauche.

Nous sommes tous responsables, mais ceux qui ont égaré la social-démocratie en faiblissant sur nos valeurs ont brouillé le message.

Crise de notre Parti, enfin

Et notre Parti, et cela ne date pas d'hier, n'a pas renouvelé ses pratiques et ses compor-



tements ce qui le rend non crédible et inaudible pour le plus grand nombre. Je veux le dire franchement, il faut aller jusqu'au bout et comprendre pourquoi les Français n'ont pas envie de nous soutenir.

C'est une question d'image, d'affichage de nos divisions, mais pas seulement.

Ce sont nos pratiques internes, notre fonctionnement, qui sont en cause aujourd'hui comme hier déjà. Nous sommes tournés vers nous-mêmes, arc-boutés sur nos positions, nous avons perdu l'envie de travailler ensemble, et ce qui apparaît nationalement est aussi là de la même manière sur le plan local. C'est aujourd'hui l'émetteur qui est en cause. Si nous ne sommes pas capables d'accepter cette réalité dure, nous continuerons une lente désagrégation qui nous emportera tous. Aussi, c'est à une profonde refondation de notre Parti que j'appelle. Ce sont trois refondations qui doivent répondre aux trois crises que je viens de rappeler.

Nous ne sortirons pas de cette situation par quelques replâtrages. La ligne politique a été définie par les militants lors de notre Congrès, elle doit être suivie.

Ce dont nous avons besoin aujourd'hui, je vous le dis très solennellement, c'est d'un véritable sursaut de nature à refonder profondément notre Parti.

La refondation de nos idées

La crise de la social-démocratie européenne appelle avant tout une refondation de nos réponses. Nous avons pris du retard sur la réflexion stratégique et programmatique.

Ce ne sont pas nos valeurs qui sont en cause. Elles n'ont jamais été autant d'actualité. La vraie question est d'inventer les réponses d'aujourd'hui à la crise de nos sociétés. Réponses que nous sommes d'ailleurs capables de porter souvent dans nos collectivités locales, mais que nous n'arrivons pas à porter dans un projet collectif. Voilà, l'enjeu de cette refondation des idées. Nous devons être à ce rendez-vous, qui réclame un puissant effort

collectif d'imagination politique, et un changement radical de méthode. On n'élabore pas, on n'écrit plus un projet dans le huis-clos d'un parti, en circuit fermé. C'est pourquoi nous écrivons ce projet de société en donnant à chaque étape la parole aux Français. Nous en débattons, étape après étape, avec vous et avec eux et avec les intellectuels, les hommes et les femmes engagées dans la société. Je veux que nous engagions une démarche innovante, enthousiaste et féconde. Nous irons, dans chaque fédération, avec les militants, et je le souhaite, ceux des autres partis de gauche, à la rencontre des Français. Nous devons nous démultiplier. Je proposerai à une vingtaine de parlementaires, mais aussi à des maires, des adjoints et vice-présidents d'exécutifs locaux, de devenir les ambassadeurs du projet.

A chacune de ces étapes, notre projet s'enrichira des propositions des Français, s'approfondira par le dialogue avec des citoyens volontaires. Il se nourrira de l'expérience vécue et réussie des « innovateurs du quotidien », qui transforment notre société là où ils sont, dans des associations et des entreprises, des hôpitaux ou des écoles.

La refondation de la gauche

Aujourd'hui, faces aux grandes questions auxquelles nous avons à répondre, il faut une nouvelle démarche de rassemblement à gauche.

Il n'y aura pas de victoire à gauche sans une gauche solidaire et unie. Ce scrutin est là pour nous le rappeler, une fois de plus malheureusement. Le total des voix de gauche est comparable à celui de 2004, mais nous avons un quart de sièges en moins. Pendant que nous nous mesurons entre nous, c'est malheureusement la droite qui rit et qui prospère.

L'écologie, sans la gauche, restera une belle idée sans réalité. L'écologie et le social iront de pair dans une gauche unie ou ne seront pas. La gauche sera unie ou ne sera pas, qui peut aujourd'hui en douter ?

C'est la raison pour laquelle, je veux dès demain - j'ai déjà pris des contacts - engager

« Nous pouvons rebondir. Il ne tient qu'à nous de le vouloir. Nous pouvons à nouveau incarner l'espoir ».

des discussions avec tous ceux qui à gauche, sans exclusive, veulent porter un autre modèle de société pour la France, pour gouverner ensemble ensuite. Je vous en demande le mandat ce soir. Et je le dis clairement, il ne s'agit pas de retomber à nouveau dans les accords d'appareils que nous concoctons habituellement à la veille des élections. Nous devons bâtir une Maison commune fondée sur :

- un projet commun ;
- et une stratégie de candidatures la plus efficace possible pour porter ces idées au pouvoir, partout où nous le pouvons.

Je le dis dès maintenant aux partis de gauche : nous voulons rentrer dans cette démarche sans préalable, sans a priori et sans volonté hégémonique.

C'est dans cette démarche d'ouverture aux Français et de rassemblement à gauche, que doit être portée la réflexion sur les primaires pour le choix de notre candidat à l'élection présidentielle de 2012. Ce sujet ne peut être traité à la légère comme un gadget pour masquer nos insuffisances. Il doit être réfléchi et pensé dans une démarche politique et collective. La refondation de la gauche chez nous, mais aussi au niveau mondial, en commençant par l'Europe. A l'échec de la social-démocratie en Europe, doit répondre une ambition renouvelée du Parti socialiste européen.

Je vous propose de refuser tout accord technique avec le PPE. Nous devons porter nos propres candidatures et assumer d'être clairement dans l'opposition.

Par ailleurs, nous devons aussi renforcer notre présence au sein de la famille progressiste. Nous devons aussi renforcer notre présence à l'international pour faire exister réellement une alliance du socialisme et des forces progressistes. Je vous propose de nommer Ségolène Royal comme représentante du Parti socialiste à l'Internationale Socialiste.

Troisième refondation nécessaire, celle de notre Parti

Ne nous racontons pas d'histoires. Nous donnons l'impression et c'est parfois une réalité, de ne plus être heureux de vivre et travailler ensemble. De nous situer en concurrence et non en complémentarité. L'unité, ce n'est pas penser tous pareil ; c'est avoir le courage de porter à l'interne les débats nécessaires puis de défendre collectivement nos positions.

Nous n'avons pas le droit d'abimer ainsi notre Parti. Chacun doit se demander ce qu'il doit lui apporter et non pas ce que le Parti lui doit. Cet état d'esprit doit exister en permanence et notamment au moment du choix de nos candidats.

Nous devons constituer une équipe collective resserrée qui travaillera avec l'ensemble des secrétaires nationaux et dont les membres accepteront d'être co-responsables des chantiers de la refondation et de les mener ensemble. Mes camarades, il s'agit d'une nouvelle étape. Non pas d'un rassemblement factice ou d'une unité de



façade. Il s'agit pour chacun de prendre la responsabilité de mettre sa force politique, son imagination, ses propositions au service de tous.

Nous devons enfin :

- inventer de nouvelles formes de militance. Cela est majeur si nous voulons nous ouvrir sur la société car aujourd'hui aucun projet, aucun programme ne peut être défini en vase clos.
- faire émerger la génération qui demain nous remplacera. Nous créerons, pour régénérer les cadres de notre Parti, une université permanente qui aura pour mission de détecter, former et préparer ses militants aux responsabilités dans notre Parti et leur accès aux mandats électifs.
- nous devons utiliser les nouvelles technologies pour avoir un meilleur dialogue avec les militants comme avec les Français et ces nouveaux outils seront utiles à notre vie interne comme à notre démarche.

Je crois nécessaire aussi que les grandes figures de notre Parti soient de nouveau en capacité de dialoguer entre eux et de retrouver le goût du débat politique, la convivialité des échanges et l'enthousiasme de faire renaître notre Parti. Je leur proposerai de nous réunir à intervalle régulier.

Avant de conclure, je vous propose d'inscrire notre feuille de route dans un calendrier que je vous sou mets ce soir à grands traits.

- annonce de la nouvelle gouvernance dans les prochains jours,
- dans les jours qui viennent, engagement des discussions avec l'ensemble de la gauche,
- fin août, la Rochelle sera le premier élément du lancement de notre projet. Nous avons une université d'été conçue pour être ouverte sur la société et les autres partis de gauche,
- dès le lendemain, lancement du tour de France du projet,
- avant la fin de l'année, les Assises, les Forums, Etats Généraux et les Conventions déjà envisagées sur la culture, l'éducation, la sécurité seront réunis et se tiendra la grande convention sur le nouveau modèle de développement social, économique et écologique.

Nous avons six mois pour changer de cap. Notre responsabilité est forte. Je pèse mes mots. Des décisions que nous allons prendre dans les heures qui viennent, de notre engagement collectif dans la voie que j'ai tracée ce soir dans les semaines et les mois qui suivront, dépendra notre réussite ou notre échec.

Nous pouvons rebondir. Il ne tient qu'à nous de le vouloir.

Nous pouvons à nouveau incarner l'espoir. Ma détermination est totale. Ma combativité aussi. Parce que vous êtes là. En allant vers les autres partis et en refondant nos idées sans changer nos valeurs, nous serons dignes de ce qu'attendent les Français.

« Je vous propose de refuser tout accord technique avec le PPE »



Rentrée chargée

Les choses sérieuses commenceront vraiment en septembre, les trois premiers mois suivant les élections étant essentiellement consacrés à la mise en place du Parlement (désignation des présidents de groupes, du président de la Commission...). À l'automne donc, les euro-députés feront leur rentrée des classes. Leur programme est déjà bien chargé. Passage en revue des principaux dossiers qui les attendent.



12

Un code de bonne conduite pour marchés financiers

La crise financière a souligné l'importance d'améliorer les institutions européennes de supervision financière. Seule manière d'éviter les dérives et les excès qui ont mené à cette catastrophe. Mais ces institutions sont encore majoritairement contrôlées par les autorités nationales alors que le secteur est de plus en plus engagé dans des activités transfrontalières. Il y a donc urgence à agir. Fin mai 2009, la Commission européenne a adopté un projet de restructuration de la supervision financière. Principale proposition : la Banque centrale et les banques centrales européennes des 27 seront chargées de la prévention des risques de bouleversement

majeur des marchés financiers. Ce projet a déjà le mérite d'exister, mais les socialistes européens l'ont malgré tout jugé largement insuffisant. Il reste beaucoup à faire.

Les enjeux et les objectifs des socialistes européens :

- mieux encadrer les fonds spéculatifs ou « hedge funds »

Il s'agit de fonds d'investissement à haut risque spéculant sur les mouvements des marchés en vue de maximiser les profits. Opaques, ils sont souvent à l'origine de l'instabilité sur les marchés financiers. Pour l'heure, la Commission ne préconise qu'une réglementation a minima. D'abord parce qu'elle fixe un seuil au-dessous duquel ces fonds échapperaient à l'autorité de régulation. Ensuite, parce que la réglementation envisagée ne concerne que les administra-

teurs et non les fonds eux-mêmes qui pourront donc toujours être domiciliés dans des paradis fiscaux.

- créer un superviseur européen, gendarme des marchés financiers.

En mai, la Commission a écarté cette idée ambitieuse d'instaurer un unique organe de surveillance disposant de compétences contraignantes. Les socialistes comptent bien remettre ce sujet à l'ordre du jour.

Fixer de nouveaux objectifs à l'UE : l'après-Lisbonne

Échafaudée en 2000, la stratégie de Lisbonne prendra fin en 2010. Il s'agit de l'axe majeur de politique économique et de développement de l'Union,

pour les eurodéputés

défini par les 15 États membres de l'UE à cette époque. L'objectif était alors de faire de l'économie de l'Union « l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde d'ici à 2010, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale ».

En 2005, un constat d'échec s'impose. Lisbonne devient synonyme d'objectifs manqués. La Commission européenne adopte alors une série de propositions pour revitaliser la stratégie de Lisbonne qui visent surtout à recentrer l'action sur une croissance forte et durable et à créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité.

Pour les socialistes, « l'équilibre économie - social - environnement est désormais rompu. La

Commission Barroso se focalise sur la stabilité macro-économique. C'est manifestement son enfant préféré. » On connaît la suite : la politique libérale de la droite a conduit l'Europe au mur.

Les enjeux et les objectifs des socialistes européens :

Pour le groupe socialiste, la croissance et l'emploi passent par une relance de l'investissement et de la consommation, et toute réforme doit aller vers une économie plus forte mais aussi vers une société meilleure.

- Relancer la croissance sur le long terme

L'élaboration d'une nouvelle stratégie coïncidera avec la révision des perspectives financières. Les socialistes comptent se montrer vigilants sur les moyens dont se dotera l'Union pour atteindre, cette fois, des objectifs ambitieux,

notamment en matière d'environnement. Car dans ce contexte économique difficile, il ne faudrait pas que les questions environnementales soient sacrifiées sur l'autel de la croissance à tout prix ou d'une reprise non soutenable et court-termiste.

- Parler d'une seule voix à Copenhague

Or, le développement durable, la lutte contre le changement climatique et l'environnement seront des sujets d'autant plus importants que la prochaine conférence des Nations Unies sur le climat se tiendra du 7 au 18 décembre 2009 à Copenhague. À cette occasion, les Européens devront parler d'une même voix pour parvenir à convaincre leurs partenaires internationaux d'agir vite et efficacement.

Elisabeth Philippe

Le Parlement européen dans les prochaines semaines...

La rentrée des 14 députés socialistes français aux côtés de leurs 148 collègues du PSE sera marquée par la mise en place du Parlement européen et les négociations pour la désignation de la future Commission avant la reprise du travail législatif en septembre.

Après l'élection d'un chef de délégation, du Président du groupe socialiste et de celui du Parlement européen, l'étape la plus cruciale est celle de la désignation de la future Commission européenne. Le calendrier initialement arrêté lors du Conseil européen de décembre 2008 prévoit une consultation informelle entre les « représentants » du Conseil européen et du Parlement, entre le 8 juin et le Conseil européen des 18-19 juin, afin que les chefs d'Etat et de gouvernement désignent leur candidat pour la Présidence de la Commission, le 20 juin. Le Parlement se prononcerait sur cette candidature lors de sa première séance plénière à Strasbourg, le 15 juillet.

Malheureusement, la majorité issue des élections du 7 juin semble acquise à une reconduction de José Manuel Barroso. Mais certaines voix s'élèvent aujourd'hui pour reporter cette décision afin d'attendre le résultat du référendum irlandais (prévu début octobre 2009). Ceci permettrait peut-être de faire émerger une candidature alternative, même si celle-ci a peu de chances d'être issue des rangs socialistes et de la gauche.



Catherine Trautmann



Tête de liste socialiste du Grand Est, **Catherine Trautmann**, 58 ans, n'en est pas à son premier mandat d'eurodéputée. Elle fréquente le Parlement européen depuis 1989, date de sa première élection. Entre temps, elle a été ministre de la Culture et de la Communication sous le gouvernement de Lionel Jospin, de 1997 à 2000. Elle retrouve ensuite les bancs européens en 2004 et occupe la place de vice-présidente de la Commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie.

Mais Catherine Trautmann est une élue socialiste de territoire avant tout. Dès 1983, elle est conseillère municipale d'opposition à Strasbourg. Entre 1986 et 1988, et de 1997 à 2002, elle a été députée du Bas-Rhin. Elle est ensuite élue maire de Strasbourg et présidente de la Communauté urbaine de Strasbourg (CUS) de 1989 à 2001. Depuis 2008, elle est vice-présidente de la Communauté urbaine de Strasbourg.

« Donner plus de crédibilité au projet d'harmonisation sociale européen »

« Je vais immédiatement me remettre au travail. Nous devons achever la discussion sur le paquet Télécom, et notamment sur un article allant à l'encontre de la loi Hadopi, récemment refusé par le Conseil européen. Nous allons donc reprendre ce débat car une procédure de conciliation sur ce paquet est prévue avec le Conseil. Dès la semaine prochaine, je m'exprimerai sur ce sujet et j'interviendrai également sur le devenir de la recherche européenne.

De plus, je m'attellerai très rapidement à remplir mes engagements de campagne. Au sein du groupe socialiste, je proposerai

une initiative commune à la Lorraine, la Belgique et au Luxembourg pour aborder l'avenir de la sidérurgie et de l'acier européen. Je m'attacherai aussi aux questions transfrontalières, largement traitées dans notre campagne. Il est essentiel de régler les problèmes de protection sociale entre les régions transfrontalières de l'UE pour donner plus de crédibilité au projet d'harmonisation sociale et fiscale européen.

Aujourd'hui, avec une droite encore plus forte dans l'UE, le PSE doit clairement s'exprimer sur son programme de travail, ce qu'il va défendre. Car la forte abstention

met en exergue un vrai problème de fiabilité du projet européen. Il a tendance à devenir de plus en plus intergouvernemental. La vision de la droite n'est pas celle d'un progrès démocratique qui s'appuie sur un développement de la citoyenneté. Et je crains qu'avec l'entrée de nouveaux élus venant de partis nationalistes, nous nous confrontions à un regain de positions repliées et racistes. Il va falloir se montrer actifs et entreprenants. En commençant par intégrer les problématiques européennes de façon beaucoup plus évidente dans le projet politique national du PS ».

Liêm Hoang-Ngoc



A 44 ans, **Liêm Hoang-Ngoc**, élu sur la liste européenne du Grand Est, entame son premier mandat d'eurodéputé. Economiste de formation, il est maître de conférences à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne et chercheur au Centre d'Economie de la Sorbonne (rattaché au CNRS). Au Parti socialiste, il est secrétaire national adjoint à l'économie, et membre du Conseil national depuis 2002. Mais ses contributions à la pensée économique sociale sont plus anciennes. Entre 1992 et 1994, il est chargé de mission à l'Institut de recherches économiques et sociales. Et en 1996, il est l'un des initiateurs de l'« appel des économistes pour sortir de la pensée unique ». Il a également rédigé des ouvrages comme *Vive l'impôt* (Grasset, 2007), *Sarkonomics* (Grasset, 2008), *Sous la crise, la répartition des revenus* (La Dispute, 2009).

15

« Il va falloir se battre sur chaque amendement »

« Mes priorités dans ce mandat vont être de relancer un certain nombre de débats économiques et sociaux. Malheureusement, la droite étant confortée à l'échelle européenne, il va d'abord falloir s'opposer aux « réformes structurelles » qu'elle entend parachever. Des « réformes » telles que l'ouverture à la concurrence des services publics, la déréglementation du droit du travail et la réduction du périmètre de la protection sociale obligatoire. Il va falloir limiter les dégâts en se battant sur chaque amendement et tenir un discours beaucoup plus lisible pour

l'opinion publique. Car la déroute de la gauche partout en Europe est aussi liée au fait que les électeurs associent à tort ou à raison la social-démocratie à l'accompagnement d'un système économique néo-libéral qui prend l'eau de toute part. Ce sera mon premier mandat d'eurodéputé. J'ai à cœur de traiter le dossier de la réglementation des marchés financiers qui pourrait bientôt être débattu au Parlement. A l'heure actuelle, aucun gouvernement ne s'est véritablement attelé à encadrer les émissions de « produits financiers toxiques ». Il faudra éga-

lement influencer sur les contours de la « directive services ». Nous ferons ce que nous pourrions pour isoler les services publics du champ de la marchandisation et pour faire reconnaître la notion de « services sociaux d'intérêts généraux ». Enfin le chantier de l'harmonisation fiscale et sociale est crucial pour lutter contre les délocalisations. Mais à 27 pays, et avec une majorité à droite, ce sera très difficile. D'autant que la faiblesse des fonds structurels ne nous permet pas, pour le moment, d'accélérer la convergence vers le haut des nouveaux entrants ».



Harlem Désir



Avant d'être élu au Parlement européen pour la première fois en 1999, **Harlem Désir** a participé à la fondation de l'association SOS Racisme qu'il a présidée de 1984 à 1992. Il a également été, entre autres, animateur d'une émission culturelle sur une radio nationale, a collaboré à une maison d'édition, été gérant d'un journal mensuel, coordinateur d'un réseau d'organismes européens de logements de jeunes dans 7 pays.

Passionné par les enjeux de la gouvernance globale, il a été l'un des animateurs des Forums parlementaires mondiaux créés lors des Forums sociaux mondiaux (Porto Alegre, Mumbai). Il a présidé l'Inter groupe « Mondialisation », à l'origine du premier vote sur la taxe Tobin au Parlement européen. Il a été chargé des relations avec les ONG et les Forums sociaux pour le groupe socialiste du Parlement européen.

« Nous aurons besoin d'une gauche combative »

« Je continuerai à m'investir sur les grands enjeux de l'Europe sociale au sein de la commission de l'emploi et des affaires sociales, pour la protection et le renforcement du droit du travail européen, et notamment sur le thème des comités d'entreprise européens pour le renforcement desquels je me bats depuis plus de sept ans au Parlement. Grâce à un dialogue dense avec la confédération européenne des syndicats, nous avons réussi à remettre cette question sur la table, et ainsi à ce que la commission relance une directive enterrée par le Medef européen. Ces comités

d'entreprises doivent devenir un instrument efficace de défense des travailleurs face aux restructurations, tout comme le renforcement et l'extension du fond européen d'ajustement à la mondialisation, dont la France n'a pas su utiliser entièrement le bénéfice.

La révision de la directive sur les travailleurs détachés, garantissant le respect du pays de destination et non pas du pays d'origine, est là encore un combat que nous devons mener à bien.

En tant que membre de la commission du commerce international, je continuerai à

me battre pour le respect des normes sociales et environnementales dans les accords de commerce de l'Union, pour une politique commerciale qui soit au service du développement des pays du sud. La gauche va vivre cette législature dans des conditions difficiles, avec une droite qui malheureusement est confortée, ainsi qu'un groupe d'extrême droite qui risque de se constituer. Nous aurons donc besoin d'une gauche combative, et de créer des plateformes, pour une gauche unitaire, écologiste et socialiste. Une gauche qui, je l'espère, saura peser réellement sur le débat ».

Pervenche Berès



Née en 1957, diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris, **Pervenche Berès** a travaillé de 1981 à 1988 et de 1993 à 1994 en tant qu'administratrice de l'Assemblée nationale française. De 1988 à 1992, elle a été conseillère aux affaires internationales et européennes de Laurent Fabius, alors président de l'Assemblée nationale française.

Elue députée européenne depuis 1994, elle a été chef de la délégation socialiste française et vice-présidente du Groupe socialiste du Parlement européen (juin 1997 - juin 2004). De décembre 1999 à octobre 2000, elle a été vice-présidente de la délégation du Parlement européen à la convention chargée de l'élaboration d'une Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Elle a également été membre de la convention européenne chargée de rédiger une Constitution pour l'Europe de février 2002 à juillet 2003. Au cours de la législature 2004-2009, elle a été présidente de la commission des affaires économiques et monétaires, et membre suppléante de la commission des affaires juridiques.

« Un budget au service d'une stratégie tricéphale : énergie-environnement-emploi »

« Nous avons tout d'abord, collectivement, un énorme travail à faire au sein du groupe socialiste pour reconstruire la crédibilité de notre réponse en termes de justice sociale. Nous devons donner de la modernité aux réponses social-démocrates, et démontrer que nous sommes les seuls à pouvoir porter sur la durée les objectifs de régulation et de justice sociale.

Dans ce Parlement, la priorité va être de définir comment notre groupe va se positionner face à cette nouvelle composition, très à droite. Pour porter

nos valeurs, nous devons refuser de partager avec la droite libérale la présidence du Parlement, et affirmer haut et fort notre statut d'opposant.

D'un point de vue plus personnel, j'espère pouvoir me consacrer aux sujets portant sur le marché intérieur. Celui-ci ne pourra fonctionner, victime de la montée en puissance du protectionnisme, que si nous arrivons à légiférer sur une véritable harmonisation fiscale ainsi que sur des normes sociales minimales et que nous garantissons la protection des services publics.

Ensuite, il y faudra aborder le chantier du nouveau budget de l'Union, tout faire pour l'augmenter, et le mettre au service d'une stratégie tricéphale : énergie-environnement-emploi. Enfin, je vais continuer à travailler à une véritable régulation des marchés financiers ».



Gilles Pargneaux



Gilles Pargneaux, 52 ans, est maire d'Hellemmes depuis 2001, et premier secrétaire de la Fédération socialiste du Nord depuis 2005. Adhérent au Parti socialiste dès l'âge de 17 ans, après des études de droit privé, Gilles Pargneaux a débuté comme assistant parlementaire du député du Nord Bernard Derosier, en 1982. Son premier mandat électif, en 1989, lui vaut d'occuper la fonction d'adjoint au maire d'Hellemmes (commune associée à Lille) et de conseiller municipal délégué à la Culture, dans la capitale du Nord. De 1992 à 1998, il est conseiller régional. Dans le même temps, il accède aux postes de premier adjoint du maire d'Hellemmes et d'adjoint au maire de Lille, en charge de l'Environnement et du développement durable (1995).

En 2008, il hérite de la vice-présidence de Lille Métropole Communauté Urbaine et de l'Eurométropole Lille-Courtrai-Tournai.

« Redonner de l'espoir aux catégories populaires »

« Le groupe socialiste doit faire preuve de cohésion et s'exprimer d'une même voix pour offrir une perspective à la social-démocratie. Ma première tâche consistera donc à renforcer la lisibilité du PSE au sein de l'Union. Par ailleurs, j'entends être étroitement associé au combat politique mené contre la récession économique et le désordre social auxquels nous sommes confrontés. Il nous faut redonner de l'espoir aux catégories populaires qui voient dans l'Europe une entité lointaine, et accorder un véritable sens au clivage droite-gauche.

Je souhaite également faire des propositions concrètes en matière de politiques écologiques, sociales et économiques, dans les cent jours qui viennent. Face à Sarkozy et à l'UMP, qui n'ont cessé d'avancer masqués tout au long de la campagne, nous allons devoir faire valoir notre différence pour lutter contre la récession et la crise. Là aussi, mon rôle et celui des socialistes qui m'entourent sera déterminant. J'aimerais d'ailleurs intégrer la Commission environnement, santé et sécurité alimentaire pour appeler l'Union à affirmer son positionnement sur

le terrain de la lutte contre les émissions de gaz à effets de serre, la mise en œuvre d'un plan énergétique commun et d'un plan climat digne de ce nom.

Le Nord-Ouest a besoin de l'Europe. La politique de cohésion territoriale est indispensable dans des régions industrielles comme la nôtre. Il nous faut donc une autre perspective que celle des déréglementations ou de libéralisation que nous promet la droite. Le budget européen doit être revu à la hausse, en accord avec les objectifs fixés par Jacques Delors en 1986 ».

Estelle Grelier



Âgée de 35 ans, **Estelle Grelier** est première adjointe socialiste au maire de Fécamp (Seine-Maritime), en charge du développement durable, et présidente de la Communauté de communes de Fécamp. Elle est également vice-présidente de la Région Haute-Normandie, chargée de l'enseignement.

En 1999, cette diplômée de l'IEP de Grenoble, titulaire d'un DESS sur les relations franco-allemandes et les institutions européennes, s'installe à Fécamp en qualité de directrice de cabinet de Patrick Jeanne. Après 2001, elle y occupe les fonctions de première adjointe aux affaires sociales et de présidente de la Communauté de communes. Trois ans plus tard, elle hérite de la vice-présidence de la Région Haute-Normandie. En 2008, elle est confirmée au poste de première adjointe et réélue à la présidence de la Communauté de communes.

« N'oublions surtout pas que nous sommes des élus de terrain »

« Les valeurs que nous avons portées tout au long de la campagne - moins de libéralisation, une Europe solidaire et protectrice... - restent à construire. Le Parti socialiste européen (PSE) doit poursuivre le combat sur ce terrain-là, parce que nos concitoyens nous le demandent.

Pour le reste, j'entends mettre l'accent sur les questions de l'emploi industriel qui subit de plein fouet la crise de la filière automobile, en Haute-Normandie. Ce sujet renvoie d'ailleurs aux questions européennes sur la

recherche et l'innovation. Il est temps que l'Union européenne s'en préoccupe enfin, au même titre que le développement durable qui nous passionne à Fécamp, d'autant que nous recourons déjà aux éoliennes. Nous possédons également une plate-forme technologique et de recherche dédiée aux énergies renouvelables. J'entends enfin mettre à profit ma présence à Bruxelles pour me pencher sérieusement sur les problèmes de la pêche et de l'agriculture. Avec trente-cinq députés en moins au PSE, nos marges de

manœuvre sont cependant étroites. Raison de plus pour nouer des liens avec nos alliés naturels et faire valoir nos idées avec conviction. Nous devons multiplier les débats sur des sujets européens. Plus encore que par le passé. Je crois beaucoup aux vertus de la pédagogie et des campagnes de proximité. À charge pour nous de réaffirmer, auprès de nos concitoyens, les rôles et missions des parlementaires européens. N'oublions surtout pas que nous sommes des élus de terrain ! »



Patrice Tirolien



Patrice Tirolien, 63 ans, élu le 7 juin député européen PS pour l'Outre-Mer, est maire de Grand-Bourg sur l'île de Marie-Galante (sud de la Guadeloupe), sa ville natale, depuis 1989. Il occupe également le poste de vice-président du conseil régional de Guadeloupe depuis 2004, en charge des affaires financières et budgétaires. Poste dont il va démissionner pour accomplir sa nouvelle mission parlementaire européenne.

Il était en deuxième position sur la liste PS pour la section Atlantique, conduite par Ericka Bareigts. Ancien professeur de lycée, Patrice Tirolien a été député socialiste de novembre 1995 à avril 1997, en remplacement de Frédéric Jalton, décédé, dont il était le suppléant.

« Mieux prendre en compte l'Outre-Mer dans les politiques communautaires »

« Avec ce premier mandat, je rejoins le Parti socialiste européen. Je veux poursuivre avec lui la politique mise en œuvre lors de la dernière législature pour tenter d'aller dans un sens plus social, vers une Europe solidaire, citoyenne et verte. Par ailleurs, je m'attacherai à faire que l'Outre-Mer soit mieux prise en compte dans les politiques communautaires. Il faudra notamment consolider sa position de région ultra-périphérique, qui a parfois été menacée après l'entrée des nouveaux Etats membres en 2004. Il faudra également défendre nos productions dans le com-

merce européen. C'est notamment le cas de la filière canne-sucre-rhum. Notre production bananière, également, face aux menaces de la « banane dollar ». Enfin, je tenterai de valoriser les atouts de cette région, notamment en ce qui concerne la biodiversité, nos océans. Ce sont des richesses européennes à préserver. Il faudra d'ailleurs revoir nos accords de partenariat économique pour assurer un véritable développement de la Caraïbe et l'insertion économique et sociale de ses territoires. Aujourd'hui, les résultats décevants ne doivent pas

nous écarter de nos combats. Je crois, même si c'est un peu tôt pour le dire, qu'il va y avoir de nouvelles alliances. Depuis cinq ans, la gauche a malgré tout réussi à faire reculer la droite sur un certain nombre de directives. Il faut poursuivre dans cette voie. Dans la directive Bolkestein, la clause du pays d'origine a fini par être rejetée. Nous pouvons donc, même minoritaires, être efficaces. Ensemble et alliés à d'autres groupes, nous pourrions définir une autre stratégie, certainement plus offensive. Je serai combatif ».

Bernadette Vergnaud



Née en 1950, **Bernadette Vergnaud** a, avant d'être élue, travaillé pendant 33 ans au service de l'Education nationale : d'abord professeure de latin, puis intendante d'un collège avant de travailler au rectorat. Elle est licenciée en espagnol et en portugais et a également obtenu une maîtrise de langues latines du bassin Méditerranéen.

Elue le 13 juin 2004 au Parlement européen, Bernadette Vergnaud est aussi conseillère municipale déléguée de Poitiers à la citoyenneté européenne et aux financements européens depuis 2008. Elle a été adjointe au maire de Poitiers en charge de l'éducation et de la restauration scolaire de 2001 à 2008, et conseillère régionale de Poitou-Charentes de 1998 à 2004. Membre des instances nationales du Parti socialiste, auquel elle a adhéré en février 1981, elle a été secrétaire de la section de Poitiers de 1990 à 2003. Elle est membre du bureau national du Conseil national des femmes depuis mars 2004. Elle fait également partie de l'association France-Amérique Latine.

21

« Poursuivre le combat commencé en 2004 »

« Ma priorité pour ce prochain mandat n'est autre que de poursuivre le combat commencé en 2004 : combattre l'Europe libérale et mettre le citoyen au cœur du projet européen. Concrètement, je veux continuer à travailler sur le thème de la santé. La directive sur les soins transfrontaliers repassera, pour une seconde lecture, devant le Parlement à l'automne. Cette directive est née d'un rapport d'initiative dans lequel je mettais en avant la nécessité de créer une directive sur les soins de santé, les échanges étudiants, les

travailleurs circulant dans l'Union...La Commission a réagi, rédigeant un texte baptisé « soins transfrontaliers et droits des patients ». Ce texte néglige la grande problématique de la santé : l'égal accès aux soins de qualité sur tous les territoires. La droite a voté contre la partie de mon rapport sur la mission d'intérêt général qu'est la santé, décidant que celle-ci n'était qu'une marchandise comme une autre qui devait dépendre du marché intérieur. Le malade est obligé d'avancer l'argent, et peu à peu, on se retrouve dans un système à

deux vitesses, qui nous mène vers un fonctionnement à l'américaine version Bush. J'ai donc voté contre mon rapport dénaturé par la droite. Je sais bien que ce sera très difficile, mais cette deuxième lecture nous donnera l'espace pour essayer de fédérer une majorité autour d'une autre vision de cette mission publique fondamentale qu'est la santé. »



Stéphane Le Foll



Né le 9 février 1960 au Mans, **Stéphane Le Foll** est titulaire d'une maîtrise et d'un DEA d'économie, ainsi que d'un diplôme professionnel spécialisé au Conservatoire national des arts et métiers.

Il a été professeur d'économie au lycée agricole de Rouillon (72) et au lycée de La Ferté-Bernard (72), puis chargé de cours à l'université de Nantes.

Conseiller municipal de Longnes (78) de 1983 à 1995, puis conseiller municipal du Mans, il fut le directeur de cabinet de François Hollande de 1997 à 2008. Il est aujourd'hui vice-président de la communauté urbaine Le Mans Métropole.

Elu député européen le 13 juin 2004, il est membre de la Commission de l'agriculture et du développement rural, ainsi que de la délégation pour les relations avec le Conseil législatif palestinien. Il a fait partie de la délégation du Parlement européen aux négociations de l'Organisation mondiale du commerce à Hong Kong en 2005.

« Être au cœur du débat sur un nouveau modèle agricole durable »

« Je souhaite, lors de ce nouveau mandat, poursuivre le travail que j'ai accompli depuis 5 ans, au sein de la commission agricole et de la commission environnement.

Nous avons un rendez-vous majeur en 2013, avec la constitution d'un nouveau budget de la politique agricole commune. J'espère qu'il sera en adéquation avec ce que nous voulons, une PAC digne des enjeux de l'Europe : être au cœur du débat sur le défi alimentaire, au cœur de débat sur un nouveau modèle agricole durable. Le 28 mai dernier, nous avons finalisé un projet

permettant de recenser toutes les nouvelles techniques de production agricole à l'échelle de l'Europe. C'est une grande satisfaction car ce document est un socle pour une nouvelle approche de l'agriculture européenne. Il a permis de retranscrire, à l'échelle d'une dizaine de régions en Europe, les initiatives prises pour promouvoir des nouvelles techniques de productions durables, au-delà de l'agriculture biologique. Une agriculture économiquement, écologiquement et socialement durable.

En ce qui concerne la commis-

sion environnement, nous devons donner des suites au paquet « énergie-climat », donner des réponses à toutes les questions liées aux pesticides et insecticides pour l'institution de nouvelles normes environnementales.

Enfin, il faut avouer que la domination de la droite au sein de ce nouveau Parlement est évidente. Nos points de conflits seront bien plus importants que nos points de convergences, et nous devons mener une opposition forte pour ne pas voir les libéraux imposer leurs politiques ».

Henri Weber



Docteur en philosophie et en sciences politiques, à 65 ans, **Henri Weber** a enseigné pendant près de trente ans à l'Université Paris VIII et a écrit de nombreux ouvrages se rapportant à ces disciplines.

Il s'engage en politique dès mai 68 et rejoint en 1986 le Parti socialiste. Il est conseiller technique de Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, de 1988 à 1991, puis membre de 1991 à 1993 des cabinets de Martin Malvy et de Louis Mermaz, tous deux ministres chargés des relations avec le Parlement. Au sein du Parti socialiste, il fut à tour de rôle secrétaire national chargé de l'éducation nationale, de la formation, de la culture et des médias et assure aujourd'hui la fonction de secrétaire national adjoint chargé de la mondialisation. Henri Weber a également assumé de nombreuses fonctions électives. Maire-adjoint de Saint-Denis (1988-1995) et conseiller municipal de Dieppe (1995-2001), il devient sénateur de Seine-Maritime en 1995 et fut élu député européen pour son premier mandat en 2004.

23

« Mettre en échec les directives réactionnaires »

« Au cours de la législature 2009-2014, les socialistes devront avant tout faire de la résistance. Les élections ont été mauvaises pour la gauche en Europe. La droite conservatrice et libérale revient en force. Il faudra s'appuyer sur le mouvement social, syndical et associatif, pour mettre en échec les directives réactionnaires et imposer des mesures progressistes, chaque fois que ce sera possible.

Je compte m'investir dans une des grandes commissions - Industries et Recherche, Economique et Monétaire, Affaires sociales

- car je crois que la crise est loin d'être finie et que l'Union européenne doit jouer un grand rôle pour en sortir par le haut. En décembre 2009 se tiendra la Conférence de Copenhague contre le réchauffement climatique, nous devons y venir avec un projet de développement durable pour le monde. Je compte m'occuper aussi de la réforme du système financier international et de celle de la PAC. Je souhaite poursuivre mon action dans la délégation Chine-UE dont je suis vice-président sortant. Bien entendu, je travaillerai

en liaison avec les élus de la grande région Centre-Auvergne-Limousin pour défendre les dossiers des treize départements qui la constituent. J'enverrai chaque mois une note "Brèves d'Europe" aux destinataires du "Journal de bord" quotidien que j'ai tenu durant ma campagne et à tous les militants qui souhaitent la recevoir. J'aurai bien sûr un site internet qui relatera mes activités.



Vincent Peillon



Cet agrégé de philosophie exerce la profession d'enseignant de 1984 à 1997, avant d'être élu député de la Somme. Au lendemain du Congrès de Liévin, en 1994, il intègre le Bureau national du PS, avant d'être nommé délégué auprès de Lionel Jospin.

Élu député de la Somme en 1997, il préside la mission parlementaire d'enquête sur le blanchiment d'argent en Europe, dont Arnaud Montebourg est le rapporteur. Ce qui lui vaut de publier un livre, en 2004 : *Les milliards noirs du blanchiment*. Il accède ensuite au poste de secrétaire national aux études (1997-2000), et devient porte-parole du Parti, sous la direction de François Hollande. Membre fondateur du Nouveau Parti socialiste, le NPS, il est élu, en 2003, premier secrétaire de la Somme, fonction qu'il avait déjà occupée de 1997 à 2000.

Il est eurodéputé depuis 2004, et membre de la commission agriculture et développement rural et membre suppléant de la commission libertés civiles, justice et affaires intérieures.

« Cap sur la Méditerranée »

« Pour commencer, nous devons mesurer l'hégémonie de la droite sur le Parlement, marquée par la montée en puissance des conservateurs et des nationalistes. Ce qui nous contraindra en permanence à chercher des majorités avec les Verts et les libéraux progressistes pour tenter de faire contrepoids aux décisions auxquelles nous ne serons pas favorables. Certains sujets sont cependant transversaux, à commencer par la question des services publics, le plan énergie-climat ou bien encore l'harmonisation fis-

cale sur laquelle des avancées sont nécessaires.

Pour ce qui me concerne, j'entends porter une attention toute particulière aux affaires étrangères sur lesquelles l'Europe est trop longtemps restée absente, en mettant l'accent sur la Méditerranée. Sujet majeur d'un point de vue géopolitique et économique. Je souhaite également assumer pleinement mon rôle d'animateur du débat en Rhône-Alpes, en PACA et en Corse. Et participer, de plain-pied, à la relance de l'engagement européen de la gauche. Il me paraît indis-

pensable, enfin, de poursuivre l'effort engagé lors de la précédente mandature sur la régulation des activités dans les paradis fiscaux. Beaucoup de choses ont été faites, mais il nous faut franchir un nouveau cap. Au cours de la précédente mandature, nous avons adopté la troisième directive anti-blanchiment. Ces questions sont trop sérieuses pour ne pas faire l'objet d'un réel suivi ».

Sylvie Guillaume



Entrée au Parti socialiste en 1988, cette ancienne fonctionnaire est nommée secrétaire nationale en charge des questions de société, en 1994. Elle se voit confier par Lionel Jospin le secrétariat national aux droits des femmes, un an plus tard. En 1997, elle pilote le secrétariat national au développement, puis accède à la présidence du Conseil national (CN) entre 2000 et 2003. Elle est de nouveau membre du CN depuis le congrès de Reims.

Sylvie Guillaume est actuellement présidente de la commission santé-solidarité et membre des commissions jeunesse-sports-vie associative, politique de la ville-logement et technologies de l'information, au sein du Conseil régional Rhône-Alpes. Elle est, par ailleurs, vice-présidente du groupe socialiste-écologiste et apparentés. Parallèlement, elle occupe la fonction d'adjointe au maire de Lyon, chargée des affaires sociales, des solidarités, du handicap et de la prévention santé. Depuis 2008, elle occupe également la vice-présidence du Centre communal d'action sociale (CCAS).

25

« Défendre les valeurs qui nous sont chères »

« Un constat, pour commencer : le groupe du Parti socialiste européen (PSE) sort très affaibli du scrutin. Dans ces conditions, notre poids sera sans doute plus faible que nous l'espérions sur les enjeux que nous portons et qui nous paraissent essentiels. Et je ne doute pas que nous rencontrerons de nombreux obstacles pour faire valoir notre point de vue sur les dossiers qui nous préoccupent au plus haut point. Nous n'en suscitons pas moins une forte attente chez nos électeurs. Il nous faudra donc batailler ferme pour défendre les valeurs qui nous

sont chères. Et trouver une majorité suffisante pour répondre aux grands enjeux sociaux, économiques et écologiques qui nous attendent, en faisant contrepoids à la droite.

Dans ce contexte, mes priorités sont claires : agir au plus vite sur les questions sociales, la lutte contre les discriminations, les libertés, sous toutes leurs formes, et la justice intérieure. Je suis convaincue, en effet, que l'Europe a un rôle majeur à jouer dans ces domaines. Enfin, je reste très attachée à la défense des services publics et aux politiques

d'emploi sous toutes leurs formes. Et je ferai tout mon possible pour faire valoir mon point de vue et celui de mes amis socialistes, en toutes circonstances ».





Kader Arif



Membre du Parti socialiste depuis 1983, **Kader Arif** débute son activité politique à l'échelle locale avant de s'inscrire peu à peu dans le panorama politique national et européen.

Cet homme politique de 50 ans est élu de 1995 à 2001, conseiller municipal en charge des sports de Castanet-Tolosan, ville de l'agglomération toulousaine. En 1999, il devient premier secrétaire de la fédération socialiste de Haute-Garonne, et entre l'année suivante au bureau national du Parti socialiste, où il deviendra successivement secrétaire national en charge des relations internationales puis de la mondialisation, avant d'être nommé en novembre 2005 secrétaire national aux fédérations.

En juin 2004, élu au Parlement européen pour la circonscription Sud-Ouest, Kader Arif obtient son premier mandat parlementaire.

« Défendre ce que nous avons proposé pendant la campagne »

« J'envisage mon futur mandat en fonction des résultats électoraux qui ne sont pas très bons pour la famille socialiste à l'échelle européenne. Ce nouveau Parlement est très marqué à droite, marqué en même temps par la rentrée des populistes, de xénophobes, de partis qui vont tirer sur des questions qui s'éloignent très largement des valeurs que nous défendons. Néanmoins, les combats que nous avons menés au sein de la délégation socialiste française pendant cinq ans, je parle comme parlementaire

sortant, seront poursuivis avec force et conviction : la lutte contre le dumping social et le dumping fiscal en premier lieu. Nous continuerons à défendre ce que nous avons défendu et proposé pendant la campagne, un plan de relance, plus d'équité sociale, questions qui vont être au cœur des débats que nous allons avoir au Parlement européen.

D'autant que la première directive sur laquelle nous aurons à nous positionner est une directive sur la santé, et là aussi nous devons clamer nos valeurs. Il y aura aussi

une confrontation droite-gauche. Mais au-delà des questions qui seront abordées pendant cette législature, c'est toute la question de l'identité socialiste qui nous est aujourd'hui posée. On doit définir, à l'échelle nationale comme au sein du Parti socialiste européen, quels socialistes nous devons être demain et nous demander comment recomposer notre force et notre crédibilité pour être plus en adéquation avec les attentes de nos concitoyens ».

Françoise Castex



Françoise Castex a su mener de front tout au long de sa vie son engagement aussi bien professionnel, associatif, syndical que politique. Conseillère pédagogique de profession, cette Gersoise de 53 ans entre en politique par l'engagement syndical ; secrétaire générale adjointe du syndicat de l'éducation populaire à la FEN de 1990 à 1998, elle est en outre présidente du comité départemental de la Ligue des Droits de l'Homme du Gers de 1992 à 1998 et membre de son comité central de 1995 à 1998. Membre du Parti socialiste depuis 1992, elle fut chargée de mission au ministère des Affaires étrangères, responsable de la coopération éducative et du développement social. Conseillère municipale de Lavardens (Gers) de 1995 à 2001, elle fut également conseillère auprès de Philippe Martin, président du conseil général du Gers de 1998 à 2000. En juin 2004, elle est élue pour la première fois députée européenne.

27

« Nous serons dans une position de résistance et d'opposition frontale »

« Avec une majorité de droite au Parlement européen, il se prépare un mandat difficile. Nous essaierons de faire avec 14 députés ce que l'on réussissait à faire à 31. Lors de la dernière mandature, le travail était reparti et nous arrivions à suivre toutes les commissions. Mes centres d'intérêt s'attachaient alors aux questions de l'emploi et des affaires sociales. Chacun de nous s'était spécialisé dans un domaine. Mais au lendemain de ces élections, nous devons nous redéployer pour tenter, à nous tous, de couvrir tous les

domaines importants. Nous devons également mettre en place une nouvelle stratégie de groupe afin de mieux nous ajuster aux nouveaux rapports de force au sein du Parlement. Nous sommes tenus d'évaluer la force de nos alliés, notamment du groupe des Verts et du groupe de la Gauche unie européenne, pour discerner les possibilités de convergence avec ceux-ci et réussir à faire barrage aux propositions de la prochaine Commission, qui sera forcément soutenue par le PPE. Nous serons dans une posi-

tion de résistance et d'opposition frontale.

En revenant à Bruxelles, nous allons retrouver sur la table les dossiers sur la libéralisation des services publics et soins de santé, et les mesures relatives à l'emploi et au temps de travail. Les propositions de L'UE pour faire face à la crise et la renégociation de la PAC seront discutées. Il faudra donc rester très vigilants et ne pas laisser la droite modeler ces mesures selon son bon vouloir ».



Université d'été à La Rochelle du 28 au 30 août 2009

Espace Encan - Quai Louis Prunier

Ouverture de l'accueil aux participants, le vendredi 28 août 2009 à 13h30

- **Tarif participant 75 euros** (Buffet du samedi midi¹ + repas festif du samedi soir compris¹ - sans hébergement²)

Les badges et les tickets repas vous seront remis sur place

- **Tarif participant 50 euros (sans repas - sans hébergement²)**

Nom* : Prénom* :

Adresse* :

Code Postal* : Ville* :

Tél. : Portable :

e-mail :@.....

Fédération Département* :

Adhérent(e) au Parti Socialiste depuis (**ANNÉE D'ADHÉSION**) :

Je souhaite bénéficier d'un billet Congrès SNCF : Oui ○ Non ○

Pour information : l'Université du MJS se tiendra aux mêmes dates et au même endroit.

LES INSCRIPTIONS PARVENUES APRÈS LE 19 JUIN 2009 NE SERONT PAS PRISES EN COMPTE.

ATTENTION : IL N'Y AURA AUCUNE INSCRIPTION SUR PLACE

*** merci d'écrire en majuscule**

¹ Repas dans la limite des places disponibles

² Nous n'assurons pas l'hébergement, contacter l'office de tourisme de La Rochelle tél. : 05 46 50 50 31